L'éthique humanitaire et la notion de justice

Silvia Quadrelli, M.D., Ph.D.¹, Henri Colt, M.D.², Camilo Garcia, M.D.³

RÉSUMÉ

Les fondements de l'Action Humanitaire, au-delà de la norme légale qui est essentielle puisqu'elle entraîne des obligations inaliénables pour tous les États qui y souscrivent, sont empreints par des concepts philosophiques et politiques ancrés dans une éthique de la justice.

Le contractualisme Rawlsien postule que les actions humanitaires sont basées sur l'idée qu'aider est une option noble et désirable, mais qui reste une option et pas une obligation.

Peter Singer et Thomas Pogge nuancent la compréhension du devoir d'assistance. Ne pas aider serait mal et intrinsèquement équivalent à tuer. Aider n'est pas un acte caritatif digne d'éloges mais une obligation morale.

Les impératifs financiers des associations, la complexité croissante des activités et le développement d'un important volet de communication entraîne une professionnalisation de la médecine humanitaire. Une vision moderne de l'action humanitaire repose sur une meilleure compréhension de la justice, la solidarité et l'action globale. Pour nous donc, s'impose un ferme rapprochement éthique de l'action humanitaire avec des implications politiques claires.

Mots clés : éthique humanitaire; justice; ONG

The translation of the Abstract appears at the end of this article.

Rev can santé publique 2011;102(3):210-14.

L'action humanitaire comporte les diverses actions d'aide aux victimes de désastres (catastrophes naturelles, conflits armés, etc.), mais aussi aux personnes victimes d'exclusion tant économique, ethnique que sociale. Ces actions servent à apaiser la souffrance, garantir la subsistance, protéger les droits fondamentaux des personnes et défendre leur dignité, ainsi qu'à freiner le processus de destruction socio-économique de la communauté et les préparer à d'autres désastres naturels ou provoqués par les hommes.

Nous proposons une réflexion sur les principales idées et principes qui guident les différentes approches contemporaines de l'action humanitaire ainsi qu'une discussion des modèles et idéologies qui sous-tendent les actions humanitaires et les concepts de justice.

L'action humanitaire s'appuie sur les principes d'humanité, d'indépendance, d'impartialité et de neutralité. Les acteurs humanitaires estiment indispensables la liberté d'accès aux populations vulnérables, l'évaluation impartiale des besoins des populations et le libre choix des actions et des moyens utilisées¹. Beaucoup d'auteurs refusent de prétendre que l'aide humanitaire soit neutre, exempte de valeurs. Elle comporte une intention politique, déterminée par une manière de lire le monde et la réalité.

Les concepts d'« action humanitaire », d'« aide humanitaire » et de « secours humanitaire » différent, de manière subtile mais définitive.

Le secours est une réponse urgente à une situation de catastrophe, d'origine naturelle, politique ou sociale dont les consé-

quences mettent en péril la vie des êtres humains. L'**aide humanitaire** englobe un concept plus large, à savoir l'aide sous forme d'opérations prolongées pour les réfugiés et les déplacés internes qui vise à freiner la décomposition du tissu économique et social et à établir des bases pour la réintégration et le développement futur². L'**action humanitaire** englobe de plus les aspects « d'advocacy » ou de défense des droits, y compris la dénonciation publique des injustices³.

Ces différences, loin d'être sémantiques ou purement opérationnelles, reflètent différentes conceptions éthiques et politiques ainsi que les objectifs des différents acteurs humanitaires.

Etzebarria⁴ identifie trois points de vue éthiques fondamentaux qui régissent l'action humanitaire des agences de coopération : a) **L'éthique de l'auto-intérêt intelligent**, qui admet l'existence d'inévitables relations d'interdépendance à cause de l'inégalité entre pays développés et en développement. L'objectif éthique consiste à obtenir le bien-être pour le plus grand nombre de per-

Affiliations des auteurs

1. Instituto de Investigaciones Médicas Alfredo Lanari, Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires, Argentine; Médecins du Monde International

2. University of California Irvine Medical Center, Irvine, CA, USA – World Bronchology Foundation

3. Institut Jules Bordet, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, Belgique; Membre fondateur de Médecins du Monde-Argentine

Auteur responsable pour la correspondance : Dr Camilo Garcia, Département de Médecine Nucléaire, Institut Jules Bordet, Université Libre de Bruxelles (ULB), Rue Heger-Bordet, 1, B-1000 Brussels, Belgium, Tél. : 00-32-2-541-3240, Téléc. : 00-32-2-541-3224, Courriel : camilo.garcia@bordet.be

Conflit d'intérêts : Aucun à déclarer.

sonnes, étant donné que cette interdépendance mène chacun à veiller au bien-être des autres. En effet, la misère d'autrui provoquera des pressions et de la violence envers l'individu, tandis que le bien-être d'autrui rejaillira sur celui de l'individu; b) **L'éthique de la justice** postule qu'il existe des relations d'interdépendance, mais qu'elles sont asymétriques et inégales, produits de structures qui mènent à la pauvreté et à l'oppression; c) **L'éthique de la solidarité** engage l'adhésion à la cause des défavorisés. La position morale est caractérisée par une partialité favorable à ces derniers pour parvenir à l'égalité pour tous.

Au-delà de la législation, qui entraîne des obligations indéniables pour les États qui y souscrivent, il est nécessaire, pour débattre de la légitimité éthique de la coopération, de se pencher sur les actions réalisées et les relations d'interdépendance qu'elles engendrent. Il ne suffit pas d'analyser la pertinence de ces actions d'un point de vue technique, il est aussi nécessaire d'analyser l'ensemble des pratiques solidaires qui composent la coopération à la lumière de **l'éthique de la justice**.

Le contractualisme Rawlsien

Bien que toutes les théories de la justice acceptent que toutes les personnes doivent être traitées avec le même respect et la même considération, il existe des grandes divergences selon les différentes interprétations de ce que signifie « traiter les personnes de manière égale ». Ainsi, Rawls⁵ développe une conception de la justice comme base morale pour les nations démocratiques. L'idée centrale est que tous les biens sociaux de base – liberté, opportunités, revenus et richesse – et les bases sociales du respect envers soi-même doivent se distribuer de façon égalitaire, à moins qu'une distribution inégale soit en faveur des moins bien lotis.

Malgré que les concepts exprimés dans la *Théorie de la Justice* laissent clairement penser que la priorité est à donner aux plus démunis, à tel point qu'il semble plus important d'améliorer légèrement la situation de ceux qui souffrent le plus, plutôt que d'améliorer davantage la situation des mieux lotis, les écrits de Rawls sur la justice internationale présentent des concepts d'égalitarisme manifestement différents⁶. Dans le domaine international, les inégalités socio-économiques devraient être réglées non pas par un principe de justice distributrice mais plutôt par un « devoir d'assistance »^{5,6}. Rawls défend cette différence au niveau national et étranger par trois arguments : 1) un principe égalitaire de justice ne peut s'intégrer au droit des peuples parce que ce qu'on appelle les « sociétés hiérarchiques décentes » n'accordent probablement aucune valeur à un principe comme celui-ci pour leurs propres institutions nationales; 2) les facteurs responsables de l'inégalité et de la pauvreté globale sont surtout propres aux « sociétés chargées », c'est-à-dire des sociétés soumises à des circonstances socio-économiques et culturelles défavorables; et 3) les peuples (pas les individus) sont moralement des organismes primaires dans la société internationale. Dès lors, nos compatriotes ont le droit moral d'exiger de nous une considération spéciale envers leur bien-être, contrairement aux citoyens d'autres États qui ne possèdent pas cette considération. La partialité nationale, interprétée de cette façon, entre en contradiction avec l'argument libéral cosmopolite selon lequel une société internationale juste doit améliorer le plus possible le bien-être des moins privilégiés à une échelle globale⁷. Le libéralisme nationaliste fait appel à cet argument afin de montrer que les principes de justice distributrice ne peuvent s'utiliser dans la résolution des pro-

blèmes déterminés par les inégalités économiques entre les États les plus riches et les plus pauvres. La solution aux problèmes déterminés par les inégalités économiques au niveau global doit être établie selon le principe de solidarité ou du devoir d'assistance.

Si on accepte ces arguments et l'inexistence d'un principe de justice distributrice globale, au niveau international, l'obligation des riches envers les pauvres devrait être perçue comme l'obligation de bienveillance et de charité, et non comme une obligation de justice fondée sur le devoir de corriger les injustices distributrices, générées par des arrangements institutionnels dont les pays riches sont les principaux bénéficiaires.

Dans la proposition libérale de Rawls, les personnes ont le loisir d'agir librement pourvu qu'elles ne violent pas le droit fondamental de non-agression envers d'autres personnes. Dans cette perspective, les personnes ont le droit de ne pas être attaquées, mais elles n'ont pas le droit d'être aidées. Par conséquent, on n'agit pas injustement ou incorrectement si on n'aide pas d'autres personnes dans le besoin⁸. Le devoir d'assistance n'est pas tant une réponse à une légitime demande de justice envers ceux qui sont dans une position désavantageuse, mais plutôt un acte souhaitable de bienveillance de la part des « sociétés ordonnées ».

Les acteurs humanitaires qui adhèrent à ce principe conçoivent leurs actions sur deux axes principaux : a) les populations vulnérables (non pas en tant qu'individus mais en tant que peuples dans le concept Rawlsien) sont partiellement responsables de ce qui leur arrive. Dès lors, la souffrance de ce peuple est terrible, émouvante, indigne mais pas nécessairement injuste. Par conséquent, le devoir de l'action humanitaire est d'assister cette population pour qu'elle soit capable d'améliorer ses institutions démocratiques (et d'améliorer son destin), d'éviter n'importe quel type d'intrusion dans sa politique nationale et dans ses relations internationales, ainsi que de lui venir en aide avec des ressources et une assistance tant que sa situation de vulnérabilité perdure; b) le moteur de cette aide est la moralité individuelle. Il est moralement souhaitable d'aider les personnes plus fragiles, soumises à une souffrance indésirable et indigne. De nombreuses organisations, une grande partie des agences et la majorité des organismes de financement internationaux acceptent ce modèle et par conséquent, épousent les grandes lignes de ce que nous avons défini comme les devoirs de secours dans l'urgence et l'aide humanitaire. Ces « humanitaires » offrent une aide effective, guidés selon le principe qu'aider est une option noble et souhaitable. Mais c'est une option, un choix qui reste aux mains de ceux qui offrent l'aide, qui peuvent décider librement ne pas offrir cette aide et qui définissent sa nature et son étendue.

Au delà du contractualisme

Peter Singer affirme que s'il est en notre pouvoir d'éviter un dommage majeur sans sacrifier quelque chose de morale, nous devons le faire⁹.

Peter Singer articule ainsi son argumentaire : 1) s'il est en notre pouvoir d'éviter un dommage sans rien sacrifier qui soit d'une aussi grande importance, nous avons l'obligation de le faire; 2) la pauvreté absolue est dommageable; 3) une part de la pauvreté peut être éradiquée sans rien sacrifier qui soit d'une aussi grande importance morale. Conclusion : nous devons éradiquer une part de la pauvreté absolue. Cette obligation n'est alors pas moins forte que notre obligation de sauver un enfant se noyant dans un étang. Ne pas aider serait mal et intrinsèquement équivalent à tuer. Aider n'est

alors plus un acte caritatif digne d'éloges, mais une obligation qui s'appliquerait à tout le monde.

Si ce principe moral est si évident, il n'en demeure pas sans controverse. Peter Singer se demande (et on peut se le demander aussi) pourquoi si peu de personnes dans des pays avec une économie relativement plus stable, mettent en place des actions pour combattre la pauvreté, tout en sachant que des millions de personnes souffrent continuellement de la faim. Il identifie plusieurs arguments utilisés pour justifier cette non-participation mais nous n'en analyserons que quatre : 1) la première obligation des mieux nantis est d'aider leur concitoyens et non les personnes d'origine étrangère; 2) la cause la plus importante de la pauvreté absolue est la surpopulation, et dès lors, aider ceux qui en souffrent ne fera qu'augmenter à l'avenir le taux de personnes vivant dans la pauvreté; 3) les actions d'aide sont la responsabilité exclusive des gouvernements; 4) une aide d'un tel degré ne peut être accomplie que par un saint¹⁰.

Le premier argument auquel se confronte un humanitaire est celui selon lequel nous devons d'abord nous occuper de ceux qui nous entourent, de notre famille, et ensuite des pauvres de notre pays, avant de penser à la pauvreté qui existe dans des pays étrangers. Il s'agit de devoirs que nous avons étant donné les relations sociales que nous maintenons avec les autres membres de notre société. Par contre, si l'on admet le principe selon lequel les agents moraux reconnaissent qu'ils ont le pouvoir, en posant des choix, d'affecter le bien-être des autres personnes, le fait que ces « autres » qui en bénéficient puissent être membres ou pas de la même communauté morale n'est pas pertinent. Il est injustifié de limiter la portée du bien qui promulgue ces normes aux sujets les plus proches, non seulement nous devrions y inclure les populations lointaines mais aussi les générations futures¹⁰⁻¹².

Dans son approche néo-malthusienne, Hardin¹³ argumente que la croissance exponentielle des populations pauvres n'est pas corrélée à la croissance des ressources. Il fait une comparaison peu heureuse en prenant l'exemple d'un bateau de sauvetage : puisqu'il est impossible d'augmenter le nombre de passagers sinon le bateau de sauvetage coulera, la seule réponse éthique à donner est de refuser plus de personnes. Dans cette logique, Hardin argumente qu'il est peu éthique d'aider les États en voie de développement car cela augmentera l'indice de croissance de la population, augmentant ainsi les requêtes globales. Selon lui, la pauvreté dans le monde devient « une forme brutale du contrôle de la population »¹³. En désaccord avec cette approche, Peter Singer argumente que la surpopulation est un mythe, que les pronostiques de croissance de la population sont faibles et que les pays passent par une « période de transition démographique » lorsque le niveau de vie augmente et que l'indice de natalité diminue. De plus, nous savons que les gens souffrent de la faim non pas parce qu'ils sont trop nombreux, mais parce que les terres ne sont pas distribuées équitablement, que les nations développées manipulent les économies du Tiers monde, que l'Occident gaspille sa nourriture et qu'il n'y pas de distribution équitable de la richesse.

En ce qui concerne la responsabilité de l'état, Peter Singer est d'avis que les gouvernements des pays riches devraient donner une aide plus significative et inconditionnelle. Mais pour cet auteur, ce raisonnement n'est pas incompatible avec l'action individuelle de donner ce qui est possible, via des initiatives volontaires. Il remarque que l'inaction du groupe n'excuse pas l'inaction indivi-

duelle¹⁰, tout comme il ne nous paraît pas normal de regarder un enfant se noyer seulement parce que les autres le font.

À l'objection selon laquelle l'obligation d'aider se situe à un niveau tellement élevé que seul un saint pourrait y parvenir, Singer répond que donner un peu de monnaie quand on nous aborde en rue est évidemment insuffisant et que quel que soit le montant, le don sera arbitraire. Il propose que dans les pays riches, ceux qui ont un salaire moyen ou au-dessus de la moyenne devraient affecter un dixième de leurs revenus à la réduction de la pauvreté absolue, à moins qu'ils n'aient des besoins spéciaux. Du point de vue d'une éthique raisonnable, ceci est le minimum que nous devrions donner, sachant qu'apporter moins n'est pas correct.

Les acteurs humanitaires qui s'identifient à la position conséquentialiste de Singer comprennent que nous avons le devoir d'aider. Ils choisissent probablement le même type d'action sur le terrain que les libéraux (provision des ressources, accompagnement des populations vulnérables, formations) mais leurs actions de communication, leur politique de ressources humaines en recrutement et leur relation avec les donateurs est clairement différente. Dans leurs campagnes, plutôt que de mobiliser l'empathie pour ceux qui souffrent, appelant à la compassion des donateurs, ils font appel au contraire à la responsabilité de la société pour aider ceux qui, sans avoir pu choisir leur destin, ont été moins favorisés et sont en situation d'extrême nécessité. Ces humanitaires rejettent la compassion comme base d'action car elle laisse indemne (dans le discours et dans les faits) les structures sociales et les injustices économiques qui transmettent un message offensif envers les indigents, les décrivant comme des mendiants qui devraient remercier les donateurs au lieu de les respecter en tant que victimes des formes aiguës ou chroniques de l'inégalité¹⁴.

Les actions entreprises par ces acteurs humanitaires pourront prendre une forme similaire mais leur prétention à la neutralité morale sera moindre. Leur position politique est déterminée face aux conflits et surtout face aux problèmes de la pauvreté extrême. Leur message pour la société et pour les donateurs n'est pas que la pauvreté est triste, mais qu'elle est indigne et évitable.

Passer de la position du libéralisme Rawlsien au conséquentialisme implique un changement essentiel dans la compréhension de l'aide humanitaire. Néanmoins, il est possible d'augmenter d'un cran supplémentaire cette escalade des responsabilités et ce qu'elles impliquent dans l'action humanitaire.

Une approche du devoir

Selon Thomas Pogge, les habitants des pays à revenus élevés sont les protagonistes de toute une souffrance infligée aux populations pauvres puisqu'ils bénéficient des grandes inégalités que les institutions sociales que nous soutenons produisent injustement. Ainsi nous n'avons pas seulement le devoir d'aider si nous le pouvons financièrement (devoir positif) mais aussi nous avons le « devoir négatif » de ne pas blesser^{15,16}.

La pauvreté globale est une inégalité radicale et une injustice qui implique la violation d'un devoir négatif de la part des bien-nantis. Pogge évoque trois approches possibles qui font appel à des critères d'injustice différents : 1) les effets des institutions sociales partagées; 2) l'exclusion, sans contrepartie, de l'utilisation des ressources naturelles; et 3) les effets d'une histoire commune violente. Il admet que malgré que ces approches illustrent des philosophies politiques différentes, il n'est pas nécessaire de choisir entre elles, si l'on admet

les deux thèses suivantes : a) premièrement, les trois approches considèrent l'inégalité radicale existante comme injuste et le maintien de cette inégalité par des moyens coercitifs, comme une violation des devoirs négatifs; et b) deuxièmement, les trois approches s'accordent sur le fait qu'une réforme réalisable est un grand pas vers la justice.

L'hypothèse centrale de Pogge est que les citoyens des pays développés sont activement responsables de la condition de vie des personnes les plus vulnérables des pays les plus pauvres. Il rappelle que cette pauvreté massive n'est pas due à une pénurie globale et que le seuil international de pauvreté correspond aujourd'hui à environ 10 dollars US par personne par mois¹⁷. Les 1,2 milliard de personnes qui vivent sous ce seuil ont ainsi un revenu annuel d'environ 100 milliards de dollars. À l'inverse, les revenus nationaux des 23 pays à haut revenus de l'OCDE (852 millions de citoyens) atteignent plus de 24 trillions de dollars US¹⁸. Pour Pogge, on ne peut nier que la distribution des revenus et l'abondance sont fortement influencées par les institutions économiques, qui régulent la distribution d'un produit social généré de façon commune. Ainsi le mouvement mondial des capitaux, les dettes nationales et le commerce international affectent dramatiquement les pays pauvres. Nos choix de consommation peuvent déterminer le prix de leurs aliments et les opportunités de travail. En tant que citoyens de pays développés, nous participons à un ordre social déterminé qui établit des conditions par lesquelles une pauvreté extrême, évitable, se maintient et nous sommes dès lors responsables du tort que nous infligeons aux plus faibles. Pogge nous rappelle aussi notre responsabilité dans la production des conditions qui ont mené à la pauvreté des populations à travers l'histoire et en particulier celles provenant des périodes coloniales¹⁹.

Selon Pogge, l'ordre institutionnel actuel viole les droits humains car il empêche des millions de personnes des pays pauvres de bénéficier pleinement des droits fondamentaux, alors que cette restriction pourrait être raisonnablement évitée par un ordre institutionnel alternatif. Si l'on accepte cette proposition, le devoir moral d'aider est impératif (vu que le devoir négatif est d'amoindrir ou de ne pas faire de mal) mais en outre, l'accent doit principalement être mis sur le fait que les catastrophes auxquelles sont soumises les populations vulnérables (la pauvreté, la violence et leurs conséquences) ont des causes identifiables et de ce fait, des responsables identifiables.

Les acteurs humanitaires qui acceptent cette philosophie politique ne pourront clairement pas se limiter aux actions d'aide humanitaire. S'ils acceptent que la pauvreté et ses conséquences sont liées à un ordre économique et politique mondial modifiable, leur devoir ne peut se limiter à une aide, sous quelle forme que ce soit, mais ils devraient exiger une action permanente et engagée pour changer cet ordre économique et politique global qui impose un ordre social injuste aux populations les plus vulnérables. C'est pour cela que ces acteurs (qui incluent principalement les organisations que l'on appelle de « nouvel ordre » et une grande partie du mouvement des « French Doctors ») savent que leur devoir est **l'action humanitaire**, qui comprend des composantes de témoignage, de dénonciation et d'« advocacy », plus que **l'aide humanitaire en tant que telle**. Ce sont des organisations profondément politiques qui militent activement pour interpeller tous ceux qui sont considérés comme responsables d'un ordre social injuste, tant au niveau des élites locales qu'au niveau des pays déve-

loppés. Pour ces organisations, l'aide est essentielle mais insuffisante. Non seulement, la pauvreté devrait être compensée par ceux qui ont le plus, mais les relations institutionnelles globales qui mènent à l'existence de cette pauvreté extrême devraient être modifiées. Elles font donc appel à leurs donateurs non seulement pour qu'ils agissent selon la responsabilité du devoir positif mais également pour qu'ils interpellent les sociétés qu'ils soutiennent afin qu'elles cessent les dommages aux populations les plus vulnérables.

CONCLUSION

Les différentes positions sur les notions de justice globale que nous avons exposées n'épuisent évidemment pas l'étendue des arguments sur la justice distributive, les droits humains et la responsabilité des citoyens globalement mieux lotis vis-à-vis des pauvres. Toutes ces différentes positions font l'objet d'intenses débats dans le domaine du droit, de la bioéthique et de la philosophie politique. Toutefois, nous pensons que les arguments de Rawls, Singer et Pogge démontrent trois positions paradigmatiques pour le fondement des formes du « que faire humanitaire ».

Ce qui est évident, c'est que les différents modèles d'action humanitaire répondent à des définitions philosophiques et politiques très différentes, et pas uniquement à différentes pratiques. Nous devons tenir compte de cela face à la demande de professionnalisation de l'action humanitaire de différents secteurs.

Nous ne pouvons pas faire de l'action humanitaire de n'importe quelle manière, parce que quand on fait de l'action humanitaire, un modèle idéologique est choisi, ce qui implique une manière de comprendre la justice internationale. Pour nous, cette action humanitaire doit s'accompagner d'un solide rapprochement éthique, qui s'imbrique intrinsèquement à un volet technique mais aussi politique. Même si nous avons nos propres convictions et optons par un des modèles, nous ne prétendons pas que ce soit le « meilleur ». Nous postulons qu'idéalement, les intervenants de l'action humanitaire doivent avoir en tête et clarifier les tenants et aboutissants idéologiques qui la sous-tendent. En effet, selon Etzebarria⁴, « l'action humanitaire qui ne provient pas du souffle moral, honnête et réfléchi, a perdu son âme, a laissé d'être ce qu'elle dit être, en définitive, elle trahit les victimes, ce qui est le plus important ».

RÉFÉRENCES

1. Beyani C. The legal basis for humanitarian assistance. Ethics in Humanitarian Aid. Non-Governmental Organisations Forum. Dublin, Bruxelles, *ECHO-VOICE* 1996;37-45.
2. Borto J, Nicholds N, Benson C, Dhiri S. NGOs and Relief Operations: Trends and Policy Implications, ESCOR Research Study R47774. Londres, RU : ODI, 1994.
3. Bouchet-Saulnier F. *Dictionnaire pratique de droit humanitaire*. Paris, France : Découverte, 1998.
4. Etzebarria X. Ética de la acción humanitaria. Bilbao, Publicaciones Universidad de Deusto, 1999;10.
5. Rawls J. *A Theory of Justice*. Cambridge, MA: Harvard University Press, 1971;114-17.
6. Rawls J. *The Law of Peoples*. Cambridge: Harvard University Press, 1999;105-20.
7. Beitz CR. International liberalism and distributive justice. *World Politics* 1999;51:269-96.
8. Temkin L. Thinking about the needy, justice and international organizations. *J Ethics* 2004;8:349-95.
9. Singer P. *Practical Ethics*. Cambridge, UK: Cambridge University Press, 1993;285.
10. Singer P. Famine, affluence, and morality. *Philosophy and Public Affairs* 1972;1:229-44.
11. Barry B. *Liberty and Justice: Essays in Political Theory 2*. Oxford, UK: Clarendon Press, 1991;184.
12. Singer P. The Bread Which You Withhold Belongs to the Hungry. Attitudes to Poverty. Inter-American Development Bank. Sur Internet :

http://www.iadb.org/etica/documentos/dc_sin_elpan-i.htm (consulté le 11 juin 2008).

13. Hardin G. Lifeboat Ethics: The Case Against Helping the Poor. Garrett Hardin Society, 1974. Sur Internet : http://www.garretthardinsociety.org/articles/art_lifeboat_ethics_case_against_helping_poor.html (consulté le 11 mars 2008).
14. Nagel T. Poverty and food: Why charity is not enough. In: Brown P, Shue H (Eds.), *Food Policy: The Responsibility of the United States in Life and Death Choices*. New York, NY: Free Press, 1977.
15. Pogge T. Recognized and violated by international law: The human rights of the global poor. *Leiden J Int Law* 2005;18:717-45.
16. Pogge T. Real world justice. *J Ethics* 2005;9:29-53.
17. Pogge T. *World Poverty and Human Rights*. Cambridge: Polity Press, 2002.
18. UNDP, Human Development Report, 2002;165.
19. Pogge T. Responsibilities for poverty-related ill health. *Ethics Int Affairs* 2002;16.

Reçu : 7 avril 2010

Accepté : 20 décembre 2010

ABSTRACT

The bases of humanitarian assistance, beyond a legal norm – which appears to be essential given the inalienable obligations that result for all participating bodies – are influenced by philosophical and political conceptualizations framed in an ethics of justice.

Actors in the humanitarian field who adhere to the Rawlsian social contract model their actions based on a philosophy that assistance is a noble and desirable option that remains in the hands of those who offer aid, and who can freely choose to not offer such assistance.

Peter Singer and Thomas Pogge propose nuances to the understanding of the duty of assistance. Not assisting would be bad, basically tantamount to killing. Assistance is no longer a caring act deserving of praise, but rather a moral obligation.

The financial imperatives of associations, the growing complexity of activities and the development of an important element of communication lead to a professionalization of humanitarian medicine. A modern vision of humanitarian assistance requires an understanding of justice and solidarity and global outreach. We believe that ethics need to be embedded firmly in humanitarian actions that have clear political implications.

Key words: Humanitarian ethics; justice; NGOs

Caring

for you and your baby

Caring For You and Your Baby is a practical guide for new mothers with babies from infancy through to toddler age. It provides information that can help keep you and your baby happy and healthy. This guide was developed by public health experts with a focus on raising healthy babies and protecting them from injury and illness.

Caring For You and Your Baby is available for download in the following languages: Arabic, Chinese, English, Farsi, French, Inuktitut, Korean, Punjabi, Russian, Spanish, Tagalog and Urdu!

Find out more at
you-and-your-baby.cpha.ca

Brought to you by the Canadian Public Health Association (CPHA) and funded by an educational grant from the makers of Lysol®.